

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 21/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



DIFAC

29 rue du Bâtonnier Cholet
44000 NANTES

Références : N3-2022-745 - RAPPORT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement DIFAC implanté 29 rue du Bâtonnier Cholet 44000 NANTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIFAC
- 29 rue du Bâtonnier Cholet 44000 NANTES
- Code AIOT dans GUN : 0006307950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Site de tri, transit, regroupement de batteries usagées

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Activité de tri, transit, regroupement de batteries usagées	Arrêté Préfectoral du 02/12/2014	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1 fait susceptible d'être non conforme

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Activité de tri, transit, regroupement de batteries usagées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2014
Thème(s) : Situation administrative, Activité de tri, transit, regroupement de batteries usagées
Prescription contrôlée : Gestion de l'activité de tri, transit, regroupement de batteries usagées
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de 10 batteries dans un bac étanche sur une surface imperméabilisée à l'abri des intempéries. L'exploitant déclare : <ul style="list-style-type: none">- Réaliser une activité de vente de pièces automobiles et ne pas réaliser d'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux. Il explique que le gestionnaire précédent a souhaité faire une demande d'antériorité à la rubrique ICPE 2718 au seuil de l'autorisation (1,5 tonnes) pour encadrer réglementairement le transit de batteries usagées sur son site suite à des dépôts sauvages.- Sur les 10 batteries, 2 sont des batteries usagées issues de dépôts sauvages à l'entrée du site. Les 8 autres sont des produits défectueux retournés par des clients et que l'exploitant renvoie à son fournisseur. Les 8 batteries défectueuses sont à intégrer à l'activité de vente de pièces automobiles et, plus particulièrement, à l'activité de service après vente de l'exploitant. Les 2 batteries issues de dépôts sauvages ne relèvent pas d'une activité explicite du site mais relèvent de la gestion ponctuelle de dépôts sauvages à proximité immédiate du site. Il n'est donc pas constaté d'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux le jour de l'inspection. Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de se positionner quant à la poursuite de cette activité de tri, transit, regroupement. Dans le cas d'une poursuite de l'activité, il s'agira de se conformer à l'ensemble des arrêtés ministériels encadrant le tri, transit, regroupement de déchets dangereux au seuil de l'autorisation et notamment : <ul style="list-style-type: none">- L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;- L'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Dans le cas d'une fin d'activité, il s'agira de réaliser la cessation de l'activité conformément aux articles R-512-39-1 et suivants du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet